

*Affaires courantes*

parmi les nombreuses pétitions que j'ai reçues au sujet de la taxe sur les produits et services.

Les pétitionnaires sont très inquiets et mécontents parce que le gouvernement n'a pas cherché à corriger le régime fiscal injuste qui existe actuellement au Canada, régime qui permet aux riches, tant aux particuliers qu'aux sociétés, de ne payer aucun impôt fédéral ou très peu, et qui force les contribuables à revenu faible ou moyen à porter une plus grande part du fardeau fiscal national.

Les pétitionnaires prient instamment le gouvernement de mettre en place immédiatement un régime fiscal juste dans notre pays.

• (1600)

[Français]

**M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur):** Madame la Présidente, j'ai ici plusieurs pétitions que j'ai l'honneur de déposer, conformément à l'article 36 du Règlement, signées par plusieurs Canadiens et Canadiennes à travers le pays.

[Traduction]

Ces pétitionnaires sont contre la taxe sur les produits et services parce qu'ils croient qu'elle nuirait à l'économie, qu'elle ferait augmenter la charge fiscale des familles moyennes, qu'elle introduirait un niveau de complexité sans précédent dans notre régime fiscal et qu'elle aggraverait les difficultés financières avec lesquelles les Canadiens à faible revenu sont aux prises.

[Français]

Ils nous demandent de rejeter cette nouvelle taxe.

[Traduction]

**M. Ross Harvey (Edmonton—Est):** Madame la Présidente, comme on dit, il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, et sans faire d'autre allusion à l'autre endroit, j'aimerais, conformément à l'article 36 du Règlement, présenter aujourd'hui des pétitions signées par 3 341 habitants d'Edmonton qui continuent de demander au gouvernement de laisser tomber la TPS.

[Français]

**Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville):** Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur et le privilège de déposer 63 pétitions additionnelles portant 1 837 signatures et qui proviennent d'un peu partout dans la province de Québec. Les pétitionnaires prient humblement le Parlement que le gouvernement rejette la nouvelle taxe sur les

produits et services, car cette taxe créera un fardeau presque impensable pour les gens à faible et moyen revenus.

[Traduction]

## VIA RAIL

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** Madame la Présidente, j'ai l'honneur et le privilège de présenter des pétitions. Les premières ont été signées par des centaines de Canadiens de toutes les régions du pays encore choqués par la décision de réduire de moitié les services de VIA Rail. Ils demandent au gouvernement de garantir que VIA recevra l'aide suffisante pour s'acquitter de son mandat, qui est d'assurer le transport de voyageurs, en modernisant son matériel et en rétablissant le réseau.

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** La deuxième série de pétitions, madame la Présidente, est signée par 389 personnes, surtout de la circonscription de Thunder Bay—Atikokan. Les pétitionnaires s'opposent tous à la taxe sur les produits et services, qui n'est encore qu'à l'état de projet, n'ayant pas encore été adoptée à l'autre endroit. Je tiens à remercier le syndicat les Métallurgistes unis d'Amérique, Gary's Esso Service, Consolidated Press, le docteur Vtipil, Venice Grill, Len's RV Sales et Old Dutch Foods, qui ont aidé à recueillir les signatures.

**Mme Mary Clancy (Halifax):** Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, je présente plusieurs pétitions signées notamment par des Canadiens de Hamilton et de Windsor, en Ontario, mais surtout par des habitants de la région de Halifax, qui englobe les circonscriptions de Halifax et de Halifax-Ouest. Les quelque 3 000 pétitionnaires affirment que l'imposition de la taxe sur les produits et services mettra les Canadiens à faible ou à moyen revenu dans une situation extrêmement difficile, particulièrement ceux des provinces atlantiques.

**Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby):** Madame la Présidente, je voudrais, moi aussi, présenter aujourd'hui des pétitions conformément à l'article 36 du Règlement. La première a été organisée par de petits entrepreneurs de ma circonscription qui demandent au gouvernement d'abandonner son projet de taxe sur les produits et services. Les pétitionnaires affirment que cette taxe alourdira beaucoup trop le fardeau fiscal des petites entreprises. Ils exhortent donc le gouvernement à renoncer à sa taxe, à consulter les entreprises, les syndicats et les associations de consommateurs et à chercher à obtenir un consensus sur la question de la réforme fiscale